Des normes communes posent les fondements d'une agriculture numérique

La Confédération fait avancer la transformation numérique dans le secteur agro-alimentaire. Le groupe spécialisé AgriFood d'eCH pose pour cela des bases importantes : il développe et entretient des normes de données tout au long de la chaîne de valeur « du champ à l'assiette ». Lors d'une journée du groupe spécialisé à mi-juin à Berne, le thème a été examiné sous différents angles et largement discuté.

Les normes communes et l'interconnexion des données ont été au cœur des échanges lors d'une journée du groupe spécialisé eCH AgriFood à Berne.

Les agricultrices et agriculteurs utilisent de plus en plus les outils numériques. Ils saisissent désormais sur ordinateur les données nécessaires pour les paiements directs, notamment les effectifs d'animaux, les surfaces de culture et les modes de production. Cinq systèmes cantonaux sont à leur disposition pour transmettre ces données à la Confédération. Certains utilisent en outre des applications d'organisations de labels ou des systèmes d'information de gestion agricole (SIGA / FMIS) proposés par des prestataires privés.
« Les agricultrices et agriculteurs doivent souvent saisir les mêmes données plusieurs fois », a déclaré Noémie Zink, responsable du domaine Espace de données et gestion des données à l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG), lors d'une journée du groupe spécialisé AgriFood d'eCH à mi-juin à Berne. Ils auraient signé des contrats différents et accepté des dispositions difficiles à appréhender dans leur ensemble. « De nombreux exploitants ont perdu la vision d'ensemble sur la destination de leurs données et sur les organisations qui y ont accès. »

Moins de charge administrative

La Confédération, les cantons et les acteurs privés s'accordent à dire que cela doit changer. Le programme de transformation DigiAgriFoodCH doit apporter des améli-

orations sensibles d'ici 2031 (voir l'encadré à la fin de l'article). Les portails existants doivent être mieux coordonnés afin que les données ne soient saisies qu'une seule fois et de manière uniforme. Elles doivent pouvoir être échangées en toute sécurité, reliées et exploitées efficacement tout au long de la chaîne de valeur. Ainsi, les différents acteurs bénéficieraient d'une plus grande autonomie numérique et d'une transparence accrue, et leur charge administrative diminuerait.
« Nous voulons permettre au secteur agro-alimentaire d'utiliser les données pour une meilleure prise de décision et une traçabilité accrue », a déclaré Cédric Moullet, sous-directeur de l'OFAG, à Berne. « Cela crée de la valeur ajoutée. » La transformation numérique doit également contribuer à rendre le domaine professionnel plus attrayant pour les jeunes.

« Les normes sont essentielles pour saisir les opportunités offertes par la numérisation. »

Christian Wilda,
responsable groupe spécialisé AgriFood d'eCH

eCH entretient continuellement ses normes

Pour atteindre ces objectifs, le secteur favorise l'interopérabilité. Depuis 2022, des spécialistes issus de l'administration, de l'économie privée et du monde scientifique développent ensemble des normes au sein du groupe spécialisé AgriFood d'eCH. « Nous travaillons dans la salle des machines », explique son responsable Christian Wilda, Data Steward et Data Scientist à l'OFAG. Les normes sont essentielles pour saisir les opportunités offertes par la numérisation. « Elles en posent les fondements. »
Le groupe spécialisé a déjà publié cinq normes. D'autres versions sont actuellement examinées par le comité d'experts d'eCH. « Les normes publiées ont vu le jour sous une forte pression temporelle », dit Wilda. « Elles doivent maintenant être vérifiées et partiellement adaptées. »
Cette démarche est caractéristique de l'association eCH, souligne son directeur Dominic Müller. En tant que partenariat public-privé, elle réunit les parties prenantes d'un domaine thématique pour définir des normes et les entretenir sur la durée. « Les groupes spécialisés d'eCH agissent comme un moteur. » L'expérience montre qu'il faut du temps pour parvenir à une compréhension commune. C'est toujours un processus, souligne Müller. « C'est pourquoi la normalisation ne peut pas être accélérée à volonté. »

L'enquête révèle des besoins d'action

Les normes eCH ont parfois semé la confusion, a reconnu Lea Stauber, Data Scientist et Data Steward à l'OFAG, lors de la journée. Elle a présenté les résultats d'une enquête de 2025. Selon cette enquête, des conflits surgissent lorsque plusieurs prescriptions coexistent en parallèle, par exemple lorsqu'une norme eCH décrit un état cible alors que des documents normatifs existent déjà à l'OFAG. Ces normes de facto devront être davantage prises en compte à l'avenir, a dit Stauber. Les états actuels et cibles doivent être mieux distingués. Le groupe spécialisé doit s'accorder sur le public cible de la normalisation et utiliser un vocabulaire adéquat. Il convient de construire des systèmes de données maîtresses dans lesquels des catégories comme « culture » ou « animal » sont définies de manière uniforme, et de se consacrer davantage à des cas d'usage concrets. « Grâce aux cas d'usage, nous pouvons montrer comment résoudre des problèmes réels. »
La proximité avec la pratique peut être un facteur de succès, comme l'ont montré les géodonnées. Celles-ci ont été normalisées à partir de 2007 sur la base de la loi sur la géoinformation. « La Confédération a défini des modèles de données qu'elle n'avait pas à mettre en œuvre elle-même », a dit Romedi Filli, de l'Office de la géoinformation du canton de Schaffhouse. Les cantons ont été invités à adapter leurs propres systèmes, ce qui était coûteux et laborieux. Cette approche a nui à l'acceptation malgré les avantages de la normalisation. Depuis lors, les normes de géodonnées sont développées avec une plus grande proximité pratique, en recueillant des données de test à un stade précoce. « Il vaut la peine de ne pas trop charger une norme et d'en montrer l'utilité », a dit Filli. En fin de compte, les normes – par exemple lors d'appels d'offres – doivent être exigées de manière contraignante. Leur mise en œuvre nécessite des ressources humaines et financières. Très peu sont prêts à les fournir volontairement.

Plus de valeur ajoutée grâce à des données agricoles interconnectées

La transformation numérique implique toujours un investissement préalable, a dit Peter Althaus, responsable des projets informatiques chez IP-Suisse. C'est comparable à l'achat d'un tracteur. « On dépense d'abord beaucoup d'argent, puis on en profite pendant des années. »
La numérisation permet de meilleures décisions.

« Des données efficacement exploitées constituent un instrument de gestion important pour les exploitations agricoles comme celles que nous avons en Suisse. » Elles conduisent à une production plus économe en ressources. Elles simplifient les contrôles et permettent de mieux comprendre l'utilisation des fonds publics.
La façon dont l'agriculture de précision peut se déployer grâce aux technologies numériques est testée à Tänikon dans le canton de Thurgovie. Des machines agricoles intelligentes documentent notamment la quantité de nutriments ou de semences épandus sur une surface. Elles collectent des données de capteurs, de consommation et de performance. « La normalisation permet l'échange de données entre les machines et les solutions logicielles », a dit Florian Bachmann, responsable de projet Swiss Future Farm. Actuellement, de nombreuses données sont générées sur le terrain qui ne sont que limitément pertinentes pour les agricultrices et agriculteurs. « Il faut réfléchir aux données qui apportent réellement de la valeur ajoutée et à quel endroit. »
Dans le canton de Vaud, on étudie comment mesurer les résultats des pratiques agricoles. Les données satellitaires peuvent par exemple aider à documenter la couverture végétale des surfaces agricoles pour les paiements directs. Elles peuvent fournir des informations sur la protection des sols, la gestion ménageant les sols

et la fertilité des sols. Elles peuvent ainsi contribuer à une gestion plus ciblée des terres. « Ces données peuvent être utilisées pour réduire la charge administrative et atteindre les objectifs de politique agricole », a dit Flavien Bach, responsable du projet AgriMetrics de Prométerre.
Au sein du groupe spécialisé AgriFood d'eCH, différentes perspectives et différents besoins se rencontrent. Cela s'est confirmé lors de la journée de Berne, où les discussions ont été animées. « Les échanges étaient très constructifs », dit Christian Wilda. C'est une bonne base sur laquelle s'appuyer. La communauté doit maintenant être encore renforcée. « Car ce n'est qu'ensemble que nous pouvons progresser. »

eCH/ChatGPT

Ce qui est prévu d'ici 2031

Le secteur agro-alimentaire suisse doit agir davantage sur la base des données. Depuis 2024, le programme de transformation DigiAgriFoodCH est mis en œuvre. Il durera jusqu'en 2031 et coûtera environ 100 millions de francs.
Le programme poursuit dix objectifs, dont l'interopérabilité. Parmi les mesures les plus importantes figure également agridata.ch. Ce service de transmission doit permettre un échange de données simple, sécurisé et fiable. Il ne stockera lui-même aucune donnée, mais servira exclusivement à la transmission. Agridata.ch est opérationnel depuis 2025. Des réunions en ligne informent régulièrement sur l'état d'avancement de l'innovation. Afin d'associer tous les acteurs, le site web digiagrifood.ch a également été créé dans le cadre du programme de transformation. L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) est en train de rénover 14 applications informatiques. Il évalue de nouvelles technologies et des travaux scientifiques afin de soutenir l'innovation. Enfin, les bases légales devront également être adaptées d'ici 2031. La consultation sur la politique agricole à partir de 2030 (PA30+) doit débuter en automne.

Eveline Rutz, *journaliste indépendante – cet article a été rédigé sur mandat de l'association eCH.*

eCH conçoit des normes dans le domaine de la cyberadministration. Dans un souci de rendre plus efficace la collaboration entre les autorités, les entreprises et les particuliers. eCH met l'accent sur la coopération entre partenaires privés et publics. Les groupes spécialisés veillent à ce que les normes soient élaborées avec une grande qualité, libres de tout intérêt personnel.

Association eCH
Secrétariat | Affolternstrasse 52 | 8050 Zürich
Tél. +41 44 388 74 64 | info@ech.ch | www.ech.ch

eCH E-Government Standards